



2025

DOSSIER DE PRESSE

Enquête Bien-Être

des étudiant·e·s infirmier·ère·s

**Détresse des étudiant·e·s en
sciences infirmières : négligé·e·s,
méprisé·e·s, abandonné·e·s**

#BalanceTonStage

#NousSoigneronsDemain

Enquête Bien-Être 2025

Contexte de l'enquête

Cette enquête fait suite à un constat que la FNESI dénonce depuis maintenant 25 ans. Déjà en 2009, une première Enquête Bien-Être avait établi un état des lieux de la santé des étudiant·e·s en sciences infirmières (ESI). Cette enquête avait alors mis en évidence une réalité connue et pourtant jamais quantifiée : **la santé des étudiant·e·s infirmier·ère·s, soignant·e·s de demain, est dégradée.**

Depuis, ces données ont été actualisées, en 2011, en 2017, en 2020 et en 2022. Année après année, le constat du mal-être des ESI s'intensifie. **Les futur·e·s soignant·e·s vont de plus en plus mal.** La précarité étudiante grandit, les conditions de stage se dégradent, l'isolement social perdure et de plus en plus d'ESI arrêtent leur formation, confronté·e·s à une réalité décourageante.

De 2020 à 2022, pendant la pandémie de la COVID-19, les ESI ont subi les conséquences de cette crise sanitaire. L'isolement social et la précarité qu'elle a provoqué n'ont plus quitté les futur·e·s soignant·e·s depuis. Le système de santé, lui, a été brutalement fragilisé, alors qu'il était déjà en tension avant même que la crise ne débute. Les étudiant·e·s infirmier·ère·s ont été les victimes de cette instabilité.

Depuis 25 ans, la FNESI accompagne les ESI, tout au long de leur formation et défend leurs droits, sur tous sujets les concernant. C'est grâce à une permanence téléphonique et une adresse mail de contact que l'ensemble des étudiant·e·s en sciences infirmières a la possibilité d'obtenir des réponses à tout questionnement sur ses droits étudiants.

En 2025, plus de **100 ESI contactent par mail la FNESI chaque mois** et plus de **10 ESI appellent la ligne téléphonique de la FNESI chaque jour.**

Aujourd'hui, le mal-être n'a jamais été aussi intense. Les conditions de stage n'ont jamais été aussi dégradées.

5 ans après la crise sanitaire provoquée par la pandémie de la COVID-19, il est temps de dresser un constat sur la santé des soignant·e·s de demain. A l'aube d'une réingénierie structurelle de la formation infirmière, il est nécessaire de se questionner sur les actions concrètes qui peuvent encore être mises en place pour améliorer la qualité des formations infirmières, avant qu'il ne soit trop tard.

TW : CE DOSSIER DE PRESSE CONTIENT DES SUJETS SENSIBLES



#NousSoigneronsDemain

Enquête Bien-Être 2025

Présentation de la FNESI

La FNESI est une association de loi 1901 qui agit indépendamment de tout parti politique, de toute confession religieuse et de tout syndicat. Elle a été créée en octobre 2000 pour répondre au manque de représentation des étudiant·e·s infirmier·ère·s dans le cadre de leur formation.

Les membres fondateur·rice·s de la FNESI ont coordonné les différents mouvements régionaux existants et ont permis le rassemblement de plus de 15 000 étudiant·e·s dans les rues de Paris, le 23 octobre 2000. Cette manifestation a permis l'ouverture de négociations avec le Ministère de l'Emploi et des Solidarités. Ceci aboutissant, par la suite, à la signature d'un protocole d'accords visant à mieux reconnaître le statut de l'étudiant·e en sciences infirmières (ESI) mais permettant également d'améliorer sa formation, ses conditions de vie et d'études.

Depuis, la FNESI est reconnue comme seule structure représentative des 120 000 étudiant·e·s en sciences infirmières de France. À ce titre, elle défend les intérêts matériels et moraux tant collectifs qu'individuels des étudiant·e·s en sciences infirmières et exprime leurs positions sur tous sujets les concernant.

Les ESI sont, aujourd'hui, réparti·e·s dans près de 350 établissements de formation sur le territoire français. Notre structure les représente auprès des ministères des tutelles de la formation mais également auprès de tous les partenaires et institutionnel·le·s impliqué·e·s dans celle-ci, notamment les collectivités territoriales.

En octobre 2021, elle devient ainsi la Fédération Nationale des Étudiant·e·s en Sciences Infirmières, s'inscrivant ainsi dans une démarche proactive de reconnaissance de la filière comme une filière universitaire et reconnue pour son expertise, son savoir-faire et savoir-être.

La FNESI porte une réflexion continue sur la nature et l'organisation de la formation en sciences infirmières, sur la profession d'infirmier·ère et plus largement sur les problématiques de santé. C'est par celle-ci qu'elle a toujours su être force de propositions et porter une vision d'avenir sur la société.



#NousSoigneronsDemain

Enquête Bien-Être 2025

Sommaire

Contexte de l'enquête	2
Présentation de la FNESI	3
Méthodologie	5
Outils et méthodes	5
Composition du questionnaire	5
Présentation de la population cible	6
Présentation de l'échantillon	6
I. Futur·e·s infirmier·ère·s : santé dégradée	9
1. Les conditions de stage : vecteurs de mal-être	9
2. Les ESI, patient·e·s ou futur·e·s soignant·e·s ?	10
3. Les comportements addictifs, conséquence du mal-être étudiant	11
4. Un système qui ne permet pas de prendre soin de sa santé	12
II. Précarité des ESI : entre faim et épuisement	14
1. Une précarité déjà ancrée dans les formations infirmières	15
2. L'expérience d'un salariat subi : choisir entre vivre ou étudier	17
3. Apprendre à soigner en renonçant à sa propre santé	18
4. Précarité menstruelle : un constat de plus qui marginalise les ESI	19
III. Discriminations, harcèlement, violences : l'enfer silencieux des ESI	21
1. Une formation qui rime avec discriminations	21
2. Le traumatisme des Violences Sexistes et Sexuelles vécues par les étudiant·e·s	22
3. Un sentiment de solitude face aux souffrances	23
Conclusion	24
Contacts	25

#NousSoigneronsDemain

Enquête Bien-Être 2025

Méthodologie

Outils et méthodes

L'outil qui a été sélectionné pour la diffusion de l'enquête est la plateforme *Framaforms*. L'enquête a été diffusée du **20 novembre 2024 au 14 février 2025**, soit sur une période de 87 jours, via l'ensemble des réseaux de la FNESI. Parmi eux, les associations locales ont joué un rôle clé dans le relai de cette enquête, en la partageant à leurs pairs. Les établissements de formation l'ont également transmise aux étudiant·e·s, ce qui a permis une diffusion harmonieuse sur le territoire.

Au total, cette enquête a recueilli **16 867 réponses** qui étaient exploitables et qui ont été analysées.

Composition du questionnaire

Ce questionnaire comprend **73 questions** concernant cinq thématiques ciblées :

- Les conditions d'études et de stage,
- La santé mentale,
- La santé financière,
- La santé physique,
- Les discriminations, le harcèlement et les violences sexistes et sexuelles.

Considérant la sensibilité de certains sujets abordés, plusieurs messages d'avertissement ont été intégrés tout au long du questionnaire. De plus, des informations sur les ressources et lignes d'écoute ont été mises à disposition des étudiant·e·s afin de les accompagner en cas de besoin.

Pour faciliter l'analyse des données et prévenir les biais évitables, certaines questions n'étaient pas accessibles à tou·te·s. En effet, leur apparition était conditionnée par les réponses précédentes, ce qui restreignait l'accès à certaines thématiques spécifiques.

Le questionnaire contenait plusieurs types de questions :

- Des questions fermées à échelle ordinale,
- Des questions fermées à choix simples,
- Des questions fermées à choix multiples,
- Des questions ouvertes à réponse libre (facultatives).

Avant de pouvoir répondre à l'enquête, l'ensemble des participant·e·s a été informé de la confidentialité ainsi que de l'anonymat de chacune des réponses, leur permettant ainsi de pouvoir s'exprimer librement.



Enquête Bien-Être 2025

Présentation de la population cible

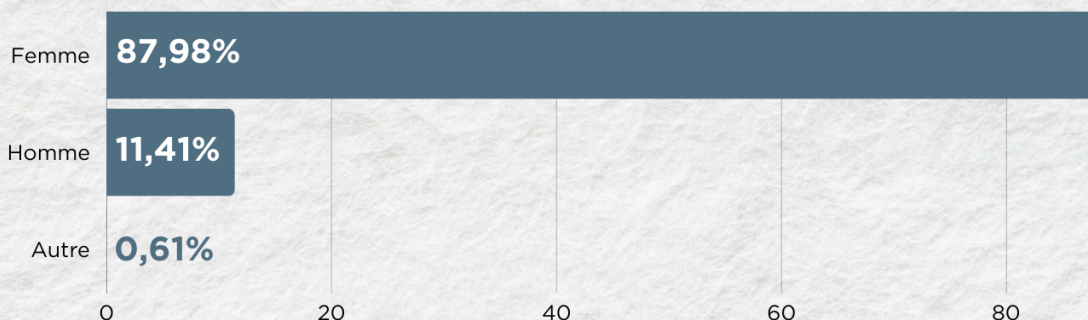
Toutes les personnes ayant répondu à l'enquête se sont engagées à être **étudiant·e·s en sciences infirmières**. Par cela, sont inclus·e·s les étudiant·e·s infirmier·ère·s en formation socle (de la première à la troisième année de formation niveau licence), les étudiant·e·s en formation de second cycle (étudiant·e·s infirmier·ère·s de bloc opératoire, anesthésistes, puériculteur·rice·s, en pratique avancée) ou tout autre master universitaire en continuité de la formation socle infirmière.

Le questionnaire a été diffusé sur **l'ensemble du territoire français**. Etant donné que les répondant·e·s ont été questionné·e·s sur leur région de formation, il est possible d'affirmer que **toutes les régions ont été représentées**.

Tout au long de cette analyse, les données récoltées en 2025 seront mises en comparaison avec celles des précédentes enquêtes. Cela permettra de repérer les évolutions sur les thématiques ciblées par le questionnaire.

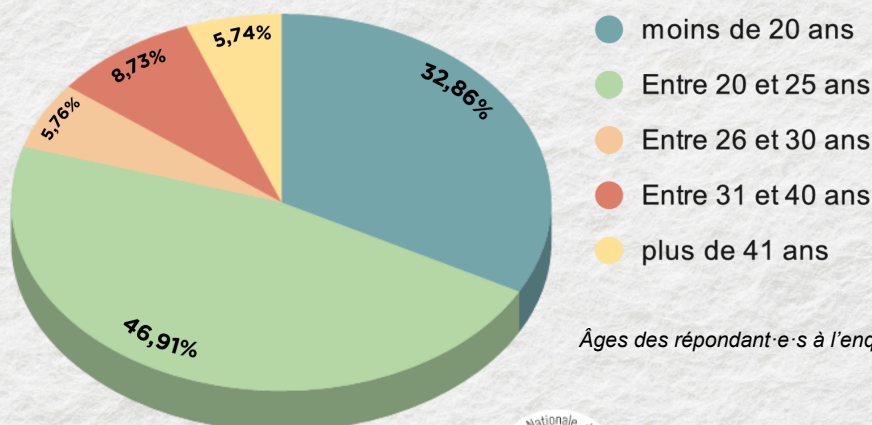
Présentation de l'échantillon

En ce qui concerne l'identité de genre des répondant·e·s, **87,98 %** des étudiant·e·s ayant rempli l'enquête s'identifient au genre féminin. **11,41 %** des répondant·e·s s'identifient au genre masculin, et **0,61 %** ne s'identifient à aucune des deux propositions



Genre des répondant·e·s à l'enquête

Concernant l'âge des répondant·e·s, celui-ci s'étend de moins de 20 ans jusqu'à plus de 40 ans. Il convient de noter qu'il y a une part conséquente de jeunes répondant·e·s, car parmi eux·elles, **79,77% ont moins de 25 ans**.



Âges des répondant·e·s à l'enquête

#NousSoigneronsDemain

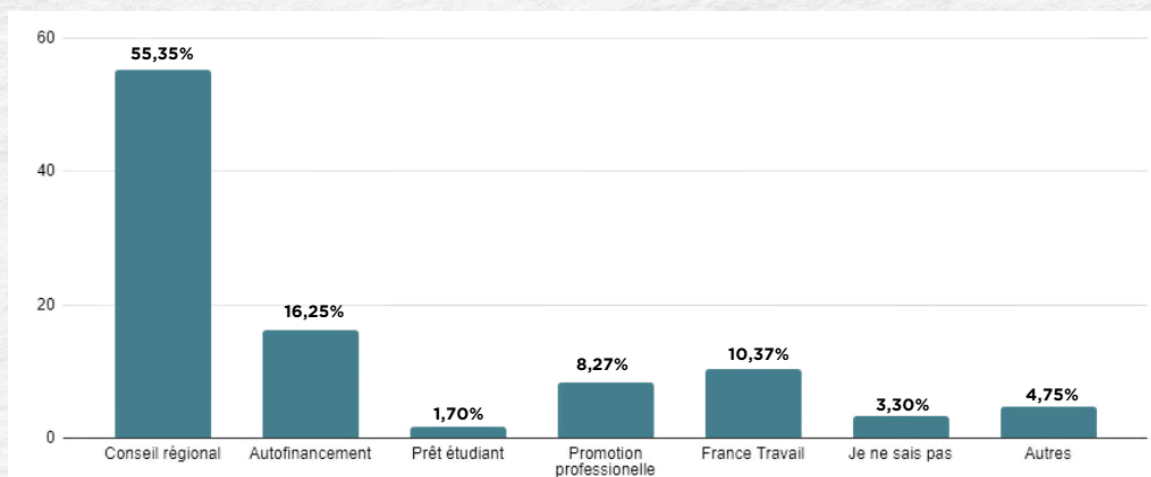
Enquête Bien-Être 2025

Pour la formation infirmière, il existe **différents modes de financement** : conseils régionaux, France Travail, employeur·euse, Transition Pro, ...

A ce jour, une majorité des étudiant·e·s voit sa formation financée par les conseils régionaux. Ici, ce sont 55,35% des répondant·e·s qui sont concerné·e·s.

Parmi les répondant·e·s, 8,27% déclarent être financé·e·s par leur employeur·euse ou par France Travail. Cela correspond aux profils d'étudiant·e·s en reconversion professionnelle, qui n'auraient pas eu la possibilité d'être financé·e·s par leur conseil régional.

Restent ainsi 16,25% des ESI, qui sont en auto-financement. Dans ce modèle, les étudiant·e·s doivent avancer les frais pour chaque année de formation, dont le montant peut représenter jusqu'à 14 000€ l'année pour l'établissement de formation le plus coûteux. En parallèle, les étudiant·e·s doivent prendre en compte leur conditions de vie, et prévoir les frais d'un loyer, de l'alimentation ainsi que toutes les dépenses inhérentes à la formation.



Sources de financement de la formation des ESI

La population cible correspond à l'ensemble des étudiant·e·s en sciences infirmières représenté·e·s par la FNESI, à savoir les 120 000 ESI en France. Parmi eux·elles, 16 867 ont répondu à l'enquête, soit 14,06% des ESI. Ainsi, après comparaison de notre population cible avec l'échantillon de répondant·e·s, il apparaît que ce dernier est significatif de la population estudiantine ciblée.



I. Futur·e·s infirmier·ère·s : santé dégradée

#NousSoigneronsDemain

Enquête Bien-Être 2025

I. Futur·e·s infirmier·ère·s : santé dégradée

Lorsque l'on évoque la santé mentale des ESI, il est nécessaire de s'interroger sur son évolution depuis l'entrée en formation. C'est ce qui est particulièrement alarmant dans ce constat, car cette donnée se focalise sur **l'impact de la formation sur la santé mentale des étudiant·e·s en sciences infirmières**.

Aujourd'hui, 71,82 % des ESI déclarent que leur santé mentale s'est "dégradée" ou "très dégradée" depuis leur entrée en formation.

C'est donc **près de trois étudiant·e·s sur quatre** qui rapportent que la formation a eu un impact négatif sur leur santé mentale. Cette conséquence inquiétante de la formation continue d'augmenter au fil des années, puisque cela représentait 61,4% des ESI en 2022. Ce constat **est alarmant**, d'autant que les ESI sont les soignant·e·s de demain.

1. Les conditions de stage : vecteurs de mal-être

Depuis sa création en octobre 2000, la FNE SI alerte les pouvoirs publics sur les conditions de stage dégradées auxquelles sont confronté·e·s les ESI.

Mais dans quelles conditions sont formé·e·s les futur·e·s soignant·e·s ?

Aujourd'hui, **39%** des étudiant·e·s en sciences infirmières déclarent être en stage avec **plusieurs ESI**. Ces conditions impactent directement la qualité de l'encadrement en stage. En effet, les soignant·e·s, déjà surmené·e·s par l'augmentation de la charge de travail liée aux tensions qui pèsent sur notre système de santé, doivent, en plus de cela, encadrer de plus en plus d'étudiant·e·s. Cet encadrement ne peut plus être personnalisé, et limite l'accompagnement individuel qui devrait être proposé à chaque ESI. D'ailleurs, **7,5%** de ceux·celles-ci déclarent **ne pas avoir eu de tuteur·rice** lors de leur dernier stage. Plus grave encore, **3,41%** des répondant·e·s ont déclaré avoir déjà été contraint·e de rattraper un stage à cause d'un manque de terrain de stage lors de la formation. **Ce phénomène est le reflet d'un dysfonctionnement profond du système de formation, où la volonté de former toujours plus remplace la lucidité de former mieux.**

La FNE SI demande à ce que les quotas en formation soient repensés et adaptés aux ressources structurelles, pédagogiques et de stage en faveur des conditions d'études des ESI.

Face à ces constats, les ESI se sentent impuissant·e·s. Ceux·celles qui osent prendre la parole sur le sujet en paient les conséquences, et les autres ne trouveront jamais d'espace pour le faire. En effet, **61,12 %** des ESI considèrent ne pas se sentir écouté·e·s ou moyennement lorsqu'il·elle·s font remonter des problématiques qui touchent la formation, ce qui représente **plus de 3 ESI sur 5**. Cela démontre la nécessité de mettre en place un outil objectif **d'évaluation systématique des lieux de stage**.

Ce sentiment peut conduire les ESI à interrompre ou à arrêter leur formation. En 2025, **69,91 % des ESI ont déjà pensé à arrêter la formation**. 56% d'entre eux·elles, soit plus



#NousSoigneronsDemain

Enquête Bien-Être 2025

de la moitié, y ont pensé plus d'une fois. Cette donnée a particulièrement augmenté en 3 ans, puisqu'en 2022, 59.2% des ESI se sentaient concerné·e·s.

En 2025, environ 7 ESI sur 10 ont déjà pensé à arrêter la formation.

Mais que révèlent les ESI vis-à-vis de ce constat qui effraie l'opinion publique ?

Les trois raisons principales évoquées par les étudiant·e·s infirmier·ère·s sont intemporelles, et les données de 2022 les mettaient déjà en évidence.

Parmi les ESI qui ont déjà pensé à arrêter la formation,

- **42,11%** y ont pensé à **cause des conditions de stage**,
- **39,62%** à cause de **difficultés lors de la formation théorique** (cours, travaux dirigés, évaluations, ...),
- **16,49%** y ont pensé à **cause de difficultés financières**.

"Ma directrice m'a déjà dit qu'il fallait que je fasse une pause dans ma formation sans prendre le temps d'écouter pourquoi le stage s'est mal passé."

Aujourd'hui, les conditions de stages inquiètent réellement les futur·e·s infirmier·ère·s, car elles sont le reflet du système de santé dans lequel il·elle·s sont attendu·e·s. Face à des équipes en souffrance, des soignant·e·s surmené·e·s, **comment continuer de croire et d'espérer en une amélioration de notre système de santé ?**

La FNEI demande un aménagement du temps de travail des tuteur·rice·s afin d'y intégrer des temps d'encadrement, pour accompagner au mieux les ESI.

La FNEI demande la mise en place d'une plateforme nationale d'évaluation des lieux de stages pour les étudiant·e·s en sciences infirmières¹.

"En EHPAD, on m'a envoyé faire une toilette d'un patient seul. Quand je suis arrivé dans la chambre, je me suis retrouvée face à une famille en pleurs et un patient décédé. J'entendais l'équipe rire à l'autre bout du couloir. J'ai dénoncé à la cadre de service et elle m'a dit "oh, vous allez voir pire, vous êtes chouchote la nouvelle génération."

"J'ai jamais le droit de m'asseoir en stage même quand les soignants, eux, sont en pause."

"Une infirmière m'a lancé un ciseau en plein visage parce qu'elle était énervée contre moi."

2. Les ESI, patient·e·s ou futur·e·s soignant·e·s ?

Certain·e·s parviennent à trouver une ressource face aux difficultés auxquelles il·elle·s sont confronté·e·s. Aujourd'hui, **38 %** des ESI ont déjà consulté·e·s un·e professionnel·le de santé mentale depuis le début de leur formation, contre **23,3 % en 2022**.

¹ [Contribution plateforme d'évaluation systématique des lieux de stage](#)



Enquête Bien-Être 2025

Cela marque une augmentation de la détresse psychologique des étudiant·e·s infirmier·ère·s, face à laquelle il n'est plus possible de rester indifférent·e.

A cause de cette souffrance psychologique, **30,95 % des ESI** ont commencé à prendre des traitements, témoignant des effets du mal-être induit par la formation. Parmi ces thérapeutiques médicamenteuses, les ESI consomment en priorité des **anxiolytiques**, des **antidépresseurs** et des **hypnotiques**.

En 2025, **77,97%** des ESI considèrent avoir une qualité de sommeil "insuffisante" voire "très insuffisante". C'est également **22,19 %** des ESI qui déclarent avoir commencé à prendre des somnifères depuis le début de leur formation. En effet, en 2025, c'est plus d'**1 ESI sur 2** qui se sent épuisé·e physiquement à cause de la formation.

"La nuit je fais des cauchemars à cause d'un de mes stages qui s'est mal passé, ça me terrorise."

"Mon médecin m'a prescrit des somnifères dès ma première année car j'étais trop mal pour dormir la nuit. Sauf que je ne pouvais plus m'en passer, donc j'ai dû arrêter d'en prendre."

"Lors d'un stage de deuxième année que j'ai dû arrêter vu qu'il atteignait ma santé physique et psychologique. La seule réaction de mes formateurs a été « il reste deux semaines c'est bon » et après « si ça atteint ta santé va voir un médecin », je n'ai reçu aucun soutien. Ma troisième année a donc été difficile car j'avais perdu énormément de confiance en moi."

Cet état des lieux doit alerter. Aujourd'hui, lié à ce mal-être constant, les étudiant·e·s n'arrivent plus à penser à autre chose. Leur santé mentale est profondément impactée : **93 % des ESI déclarent se sentir épuisé·e·s mentalement** depuis le début de leur entrée en formation dont **72,30 %** "régulièrement" voire "systématiquement". Les conditions actuelles de la formation clinique en stage ne sont plus vivables pour les ESI. C'est la cause de cet état d'épuisement mental, ressenti par la quasi-totalité des ESI.

"Ma vie a complètement basculé vers un côté triste et obscur. Mes parents se sont beaucoup inquiétés, ils ont souhaité que j'arrête la formation. J'ai dû faire une interruption de formation en L3 pour pouvoir m'en sortir mentalement. J'en garde beaucoup de séquelles."

"Lorsque j'ai dit à mon responsable pédagogique que je me faisais harceler en stage, il m'a dit "vous déformez la réalité, il faut arrêter de venir pleurnicher"."

Aujourd'hui, le constat est sans appel. **Le mal-être vécu par les étudiant·e·s infirmier·ère·s est insoutenable.** Chaque mois, chaque jour, plusieurs ESI pensent à commettre l'irréparable.

20,33 % des ESI ont déjà eu des idées suicidaires en lien avec la formation.

1 ESI sur 10 a déjà tenté de se suicider.

#NousSoigneronsDemain

Enquête Bien-Être 2025

"Une étudiante a fait une tentative de suicide médicamenteuse un matin pendant un cours. L'après-midi, elle était de retour avec nous pour ne pas avoir d'absence."

La formation brise les étudiant·e·s.

Les ESI ont déjà lancé de multiples cris d'alerte. La santé mentale des futur·e·s soignant·e·s est dégradée, et ce n'est plus tolérable. Pourtant annoncée comme grande cause 2025, la Santé Mentale doit être la priorité, y compris pour les étudiant·e·s infirmier·ère·s.

3. Les comportements addictifs, conséquence du mal-être étudiant

A cause de la détresse psychologique ressentie, de nombreux·euses étudiant·e·s sont sujet·te·s à des **comportements addictifs**. Ces conduites à risque sont particulièrement présentes dans la population estudiantine, notamment par la consommation de drogues, d'alcool ou de tabac.

En 2025, **16,60 % des ESI, soit plus d'1 ESI sur 6**, a commencé à fumer du tabac à cause des conditions de formation. Cette consommation est le reflet des comportements addictifs déjà installés dans les services.

"J'ai commencé à fumer pour pouvoir sortir du service pour décompresser. Puis, j'ai pris l'habitude, ça me fait quelques minutes de tranquillité à chaque fois."

En 2025, plus d'1 **ESI sur 2 consomme de l'alcool au minimum une fois par semaine**. C'est significativement supérieur au constat établi en 2022, car cela concernait 1 ESI sur 3.

"J'ai vécu plusieurs stages où les soignants étaient horribles avec moi, j'ai vraiment eu besoin de décompresser en rentrant chez moi. Et, c'était la seule chose qui me permettait de me sentir bien."

En 2025, **1 ESI sur 5** a déjà consommé des substances telles que du cannabis, de la cocaïne, du LSD ou de l'ecstasy. En 2022, c'était **1 ESI sur 8** qui était concerné.

"Je peux plus dormir sans un joint. Le stress de la formation m'a fait augmenter ma consommation d'alcool, anxiolytiques, proto, cannabis, surtout à l'approche et en sortie de stage au point où j'ai été en danger plusieurs fois".

La FNEI demande un renforcement des ressources et effectifs de professionnel·le·s de santé au sein du dispositif "Santé Psy Étudiant" ainsi qu'une meilleure communication de ces derniers.



Enquête Bien-Être 2025

4. Un système qui ne permet pas de prendre soin de sa santé

Aujourd'hui, **1 ESI sur 2** déclare ne réaliser aucune activité physique. En effet, la gestion des changements d'horaires de stage et de formation rend difficile la pratique d'une activité physique et sportive, pourtant indispensable au bien-être physique et mental². Cela se confirme par le fait que **60,21 % des ESI déclarent que leur pratique sportive a été "impactée négativement"** par la formation.

"Je faisais du hand en club, j'ai dû arrêter dès le S1 car je n'avais plus le temps avec les cours, les stages et les révisions."

De plus, les ESI n'ont pas accès aux **services universitaires des activités physiques et sportives (SUAPS)** car il·elle·s sont soit **trop éloigné·e·s des campus universitaires**, soit les **horaires ne correspondent pas** avec les horaires de formation ou de stage, soit pas informé·e·s de ce dispositif. De ce fait, les ESI n'ont donc pas l'opportunité d'avoir accès à une pratique sportive à moindre coût.

"Impossible pour moi de faire du sport en club car les horaires ne correspondent pas aux stages ou aux cours."

En moyenne, les ESI consacrent seulement **1h30** d'activités physiques par semaine, par manque de temps, alors que les recommandations de l'OMS sont de 3 heures hebdomadaires.

"Peu de sommeil, malbouffe, prise de poids à cause du stress que je n'arrive pas à gérer. Plus de temps pour faire du sport (+10kg en 1 an). Le manque de sommeil + l'intensité de la formation ça me rend très irritable."

En plus d'impacter positivement la santé globale, l'activité physique permet de réduire les douleurs musculo-squelettiques et l'anxiété³. Les Troubles Musculo-Squelettiques (TMS) « regroupent des affections touchant les articulations, les muscles et les tendons. Les parties du corps les plus fréquemment atteintes sont : le dos, les membres supérieurs (poignet, épaule, coude), plus rarement les membres inférieurs (genoux). Les TMS ont des causes multiples, mais l'activité professionnelle joue fréquemment un rôle dans leur survenue, leur maintien ou leur aggravation. »⁴

Les étudiant·e·s passent la moitié de la formation en stage, dans des conditions très physiques. Les étudiant·e·s se retrouvent à devoir faire des manipulations de patient·e·s de manière dangereuse pour elles et eux, avec des charges lourdes car les soignant·e·s les laissent seul·e·s et sans encadrement. À ce jour, **48,64 % des ESI** déclarent avoir des douleurs musculo-squelettiques.

² [Activité physique et sportive : bouger pour une bonne santé mentale - Ministère du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles](#)

³ [Rapport mondial de situation sur l'activité physique 2022](#)

⁴ [Comprendre les troubles musculo-squelettiques | ameli.fr | Assuré](#)

#NousSoigneronsDemain

Enquête Bien-Être 2025

“Le pire c’est quand je reste 12h debout en stage, sans avoir l’autorisation des soignants de m’asseoir et que je fais la toilette de personne à mobilité réduite seule. Après, j’ai du mal à dormir en rentrant car j’ai trop mal.”

“En tant qu’étudiant, je fais les toilettes seul, même si les soignants, eux, le font à 2.”

“Je suis constamment stressée par le temps, le regard des autres, les stages. J’ai énormément de douleurs et d’inflammation au niveau du dos et des membres supérieurs et j’ai également développé des TOC.”

Avant même d’être professionnel·le·s de santé, les ESI sont confronté·e·s à des maladies professionnelles irréversibles et consomment déjà des antalgiques. En 2025, **32% des ESI consomment des antalgiques de palier 1**. Ce constat est accablant : les futur·e·s soignant·e·s sont déjà physiquement épuisé·e·s et meurtri·e·s, avant même d’entrer dans la vie professionnelle.

Ce constat soulève également une inquiétude majeure : **le risque d’automédication**. En tant que professionnel·le·s de santé, l’automédication est une pratique banalisée, de part la proximité quotidienne avec les différentes thérapeutiques.

La FNEI demande à ce que l’ensemble des ESI puisse accéder aux différents services universitaires d’activités physiques et sportives (SUAPS) par le développement de conventionnements et le déploiement de ces services à proximité des établissements de formation.

La FNEI demande à ce que le temps personnel de l’étudiant·e s’inscrive dans le volume horaire en formation, favorisant la pratique sportive.





II. Précarité des ESI : entre faim et épuisement

#NousSoigneronsDemain

Enquête Bien-Être 2025

II. Précarité des ESI : entre faim et épuisement

Les ESI subissent une précarité grandissante, exacerbée par l'inflation et le manque d'adaptation des aides sociales. Pour beaucoup d'entre eux-elles, l'alimentation devient la principale variable d'ajustement dans un budget déjà serré. Face à la hausse constante des prix, nombre d'ESI se retrouvent dans une situation critique où il·elle·s doivent choisir entre se salarier pour pouvoir se nourrir correctement ou limiter leur alimentation pour consacrer davantage de temps à leurs études. Ce choix difficile affecte non seulement leur santé physique, mentale, mais également leur réussite académique.

Le coût de la vie n'est plus soutenable pour les étudiant·e·s. Premières victimes de la hausse des prix, les ESI continuent d'être précarisé·e·s par leur formation.

1. Une précarité déjà ancrée dans les formations infirmières

En 2025, les étudiant·e·s infirmier·ère·s sont indemnisé·e·s à hauteur de 1,03€ de l'heure en première année, 1,31€ de l'heure en deuxième année et 1,71€ de l'heure en dernière année de formation. **Les étudiant·e·s en formation de second cycle ne reçoivent même pas d'indemnités pour leurs stages.** Dans l'enseignement supérieur, le montant minimal pour les indemnités de stage est de 15% du plafond horaire de la sécurité sociale, soit **4,35€** de l'heure à ce jour. **Une fois de plus, les étudiant·e·s en sciences infirmières sont marginalisé·e·s.**

La FNESI demande une revalorisation des indemnités de stages à hauteur de 15% du plafond de la Sécurité Sociale soit 4,35€ de l'heure, comme les autres étudiant·e·s de l'Enseignement Supérieur.

La FNESI demande une revalorisation des indemnités kilométriques, basées sur les réelles dépenses des étudiant·e·s.

En plus d'être indemnisé·e·s en-deçà de la norme de l'enseignement supérieur, les ESI doivent déboursier de nombreux frais inhérents à la formation. Des frais complémentaires, pourtant devenus illégaux depuis 2020, sont encore pratiqués dans plus de 20 établissements de formation à la rentrée 2024. L'achat et l'entretien de tenues professionnelles continuent d'être exigés, alors que les établissements doivent les fournir aux ESI.⁵ Preuve de ces coûts excessifs, en septembre 2024, la rentrée coûtait **3 354,26€** pour un·e étudiant·e entrant en formation socle.

Il n'est pas acceptable que le système continue de précariser nos futur·e·s soignant·e·s.

En 2025, c'est **plus d'1 ESI sur 3** qui est contraint·e de sauter au moins un repas par semaine par manque d'argent.

⁵ [Instruction interministérielle n° DGOS/RH1/DGESIP/2020/155 du 9 septembre 2020](#)



#NousSoigneronsDemain

Enquête Bien-Être 2025

“Le soir, je rentre de stage ou de cours et je dors pour ne pas ressentir la faim.”

“J’ai honte de dire que j’ai rien dans mon frigo donc personne ne le sait.”

La précarité étudiante n’est pas qu’un mot.

Elle est réelle et les étudiant·e·s la vivent au quotidien.

“Une fois, ma carte bleue n’est pas passé à la caisse car ma bourse n’était pas encore arrivée. Nous étions au milieu du mois, j’ai tellement eu honte. Maintenant, je préfère me priver de repas en attendant ma bourse que de revivre cela.”

En 2025, **57,91 %** des ESI font l’impasse sur des achats alimentaires à cause de problèmes financiers et **25,49 %** d’entre eux-elles le font régulièrement, voire systématiquement. Le constat est simple, **les étudiant·e·s en sciences infirmières ne mangent pas à leur faim.**

Et pourtant, c’est seulement **10,29 %** des ESI qui ont recours aux aides alimentaires proposées sur leur campus universitaire ou à proximité de leur lieu de vie ou d’études.

Mais qu’est-ce qui explique cette absence de recours à l’aide alimentaire ?

- Absence d’aide alimentaire à proximité de leur domicile,
- Manque d’information sur les aides disponibles pour les étudiant·e·s,
- Des critères d’éligibilité qui excluent les ESI en formation continue,
- La difficulté à demander des aides financières, pouvant induire un sentiment de honte.

L’augmentation du prix des denrées alimentaires de première nécessité renforce cette précarité étudiante déjà présente. Il est donc essentiel pour les ESI d’avoir accès à une solution de restauration étudiante à proximité de leur lieu d’études et lors de leurs stages. Cette restauration étudiante peut prendre la forme d’un restaurant universitaires du CROUS, ou d’un lieu de restauration conventionné avec celui-ci, appliquant ainsi les tarifs CROUS, actuellement de 1€ pour les étudiant·e·s boursier·ère·s et de 3,30€ pour le reste des étudiant·e·s.

Ne pas manger à sa faim prive le corps de l’énergie dont il a besoin pour vivre au quotidien. Le sentiment de fatigue, voire même d’épuisement, est d’autant plus présent pour les personnes dont le régime alimentaire ne répond pas aux besoins fonctionnels de leur organisme⁶. De plus, cela diminue la concentration, affaiblit le système immunitaire et augmente le risque de trouble du comportement alimentaire notamment.

Il est honteux que les futur·e·s professionnel·le·s de santé soient aujourd’hui contraint·e·s de se priver de s’alimenter par précarité. Ce sacrifice éreinte les étudiant·e·s.

⁶ [Publication des nouvelles références nutritionnelles en vitamines et minéraux pour la population française.](#)

Enquête Bien-Être 2025

“J’ai toujours du mal à pouvoir remettre de l’essence dans ma voiture, les allers-retours deviennent très difficiles, je ne fais qu’un repas par jour en ce moment.”

“En stage de 12h à 1h de chez moi, j’ai déjà dû dormir sur le parking de mon stage car je n’avais pas l’argent pour payer l’essence.”

“J’ai fait un malaise en stage à cause de la fatigue. Je suis obligée de travailler les week-ends pour payer l’essence pour aller en stage.”

Même vis-à-vis des aides sociales à destination des étudiant·e·s, les ESI sont une fois de plus marginalisé·e·s. Aujourd’hui, ce sont les régions qui ont la compétence des Bourses des Formations Sanitaires et Sociales, mais leur gestion est inefficace.

Entre l’absence de réponse aux sollicitations des ESI, les retards répétitifs et les inégalités d’attribution, ce fonctionnement continue de précariser les étudiant·e·s.

Il est urgent que toutes les régions transfèrent leur compétence aux CROUS, qui sont les seuls acteurs experts des aides sociales à destination des étudiant·e·s.

“ Il ne me restait qu’un paquet de pâtes et j’ai dû attendre une semaine pour faire mes courses en attendant la bourse. ”

En 2022, le constat avait déjà été établi et pourtant, rien n’a changé. Aujourd’hui, la situation s’est aggravée ! Les chiffres sont toujours plus préoccupants, illustrant une crise qui ne faiblit pas. **Face à l’inaction des pouvoirs publics, ce sont les associations qui prennent le relais pour combler ces lacunes.** Cependant, leurs actions, bien que précieuses, ne sont que des solutions temporaires et ne permettent pas de répondre durablement aux besoins des étudiant·e·s en difficulté.

La FNEI demande l’accès au repas à 1€ pour tou·te·s les étudiant·e·s.

La FNEI demande l’application de la loi Lévi, pour permettre l’accès à la restauration à tarification étudiante à l’ensemble des ESI.

La FNEI demande l’élargissement sur l’ensemble du territoire des aides alimentaires dédiées aux étudiant·e·s.

La FNEI demande le transfert de la compétence des bourses des régions vers les CROUS.

2. L’expérience d’un salariat subi : choisir entre vivre ou étudier

Afin de pouvoir vivre dans des conditions décentes et subvenir à leurs besoins, ce sont **39,62 %** des étudiant·e·s qui sont dans l’obligation de travailler à côté de leurs études. Cette charge de travail supplémentaire **impacte grandement la santé et la réussite académique de ces étudiant·e·s : 63,64 %** d’entre elles-eux constatent un impact négatif sur la suite de leur formation ainsi que sur leur santé mentale et physique.



#NousSoigneronsDemain

Enquête Bien-Être 2025

En effet, les étudiant·e·s devant occuper un emploi en complément de leurs études sont exposé·e·s à beaucoup plus de risques, notamment en lien avec la fatigue, le stress, le sommeil, l'épuisement, et éprouvent des difficultés pour réviser ou consacrer du temps à leur travail personnel. Cela impacte directement leur réussite académique avec une augmentation du nombre de rattrapages, des doubléments et mais également des interruptions de formation liées à une incapacité à financer leurs dépenses mensuelles. Ces facteurs ont également de grands impacts sur le quotidien universitaire, social et personnel des ESI. **Travailler ou dormir, c'est le dilemme auquel les étudiant·e·s sont confronté·e·s.**

Pour couvrir leurs dépenses quotidiennes, certain·e·s étudiant·e·s infirmier·ère·s doivent travailler de nuit, même entre des journées de cours ou de stage.

"N'étant plus boursière, j'ai déjà réalisé des missions d'aide-soignante pour subvenir aux frais de scolarité (alimentaire, activités, ...). lors des périodes de calme de cours (pas de partiels), j'ai déjà fait des nuits pendant ma semaine de cours... Sinon j'ai fait plusieurs missions le week-end pour pouvoir être stable financièrement."

"J'ai vraiment besoin de travailler pour ne pas être dans le rouge, donc je travaille en tant qu'aide-soignante la nuit, et je vais en cours la journée. Je fais ça 2 à 3 fois par semaine, et quand je suis en stage j'essaye de le faire aussi mais ça m'épuise beaucoup."

3. Apprendre à soigner en renonçant à sa propre santé

La précarité étudiante est également **un frein à l'accès aux soins** auprès des professionnel·le·s de santé. En 2025, plus d'**1 ESI sur 3** se retrouve contraint·e à limiter sa prise de rendez-vous auprès d'un·e professionnel·le de santé à cause de sa situation financière. Parmi eux·elles, **16,23 %** se limitent à se rendre uniquement aux rendez-vous dont les frais sont remboursés dans leur totalité. Aujourd'hui, **3,71 %** des ESI ne prennent plus rendez-vous chez un·e médecin généraliste à cause de difficultés financières.

"Je n'ai pas 30€ à avancer pour aller chez le médecin donc je n'y vais jamais, même quand j'en ai vraiment besoin."

"L'année dernière, je suis allée travailler en tant qu'aide-soignante avec la grippe pour pouvoir avancer les frais chez mon médecin."

"J'ai pas pu avoir de tiers-temps pour mes partiels de L1 car j'ai eu 3 mois d'attente pour avoir un médecin spécialisé. J'ai donc eu beaucoup de rattrapage."

La FNEI demande de renforcer l'accessibilité aux Services de Santé Étudiante (SSE) par leur déploiement et par la mise en place de conventionnement, pour permettre aux ESI de réaliser des consultations auprès des professionnel·le·s de santé gratuitement et à proximité de leur lieu d'études.



#NousSoigneronsDemain

Enquête Bien-Être 2025

4. Précarité menstruelle : un constat de plus qui marginalise les ESI

Pour pallier les difficultés d'accès aux protections périodiques, le gouvernement annonçait qu'à partir de la rentrée de septembre 2021, 1 000 distributeurs de protection périodique seraient déployés sur l'ensemble des campus universitaires. Cependant, les ESI sont trop éloigné·e·s des campus universitaires et ne peuvent pas en bénéficier. Parmi les témoignages des ESI, seuls **32,34 %** des répondant·e·s déclarent y avoir accès.

En 2025, **17,70 % des ESI menstrué·e·s** ont des difficultés à se procurer des protections périodiques en raison de leur précarité financière. Cela concernait **12,5 %** des ESI menstrué·e·s en 2022. **La précarité et la marginalisation des ESI s'intensifient**, à tel point que même les premiers besoins de santé ne peuvent être comblés.

Des initiatives, principalement portées par les associations étudiantes, tentent de compenser le manque d'investissement des établissements. Toutefois, les ressources disponibles sont souvent sollicitées et s'épuisent rapidement. De plus, l'objectif ne doit pas être de précariser davantage certain·e·s étudiant·e·s en les amenant à partager leurs protections avec d'autres, mais bien de garantir un accès équitable pour tou·te·s.

“Les serviettes coûtent trop cher donc je prends du papier toilette que j'enroule autour de ma culotte.”

“Il n'y a jamais de protection dans les distributeurs, donc le BDE fait des appels aux dons tous les mois.”

La FNESI demande la mise en place de protections périodiques en libre service et gratuites auprès des ESI sur l'ensemble du territoire.



III. Discriminations, harcèlement, violences : l'enfer silencieux des ESI

HABILLE toi mieux
t'auras de meilleurs
STAGE

Enquête Bien-Être 2025

III. Discriminations, harcèlement, violences : l'enfer silencieux des ESI

1. Une formation qui rime avec discriminations

En 2025, ce sont **11,38 % des ESI** qui considèrent avoir été discriminé·e·s sur au moins l'un des 26 critères de discrimination inscrits dans la loi⁷, soit plus d'**1 ESI sur 10**.

Les discriminations sont plus fréquemment liées à :

- **L'âge (14,10 %),**
- **Les origines et la religion (8,93 %),**
- **L'apparence physique (7,51 %).**

Encore aujourd'hui, les étudiant·e·s victimes de harcèlement et de discriminations au cours de leur formation ne souhaitent pas parler de ce qu'il·elle·s vivent. Les causes sont multiples : non-validation du stage, représsailles, exclusion de la formation, intimidations, absence d'accompagnement. Les étudiant·e·s ne sont pas informé·e·s sur les dispositifs de signalement de ces discriminations.

"Un jour, je suis arrivée en stage, l'IDE a dit "moi, je veux pas de la stagiaire noire, prenez-la !". Sauf qu'aucun IDE n'a voulu m'encadrer, je me suis retrouvée avec la seule aide-soignante de couleur. Ma formatrice ne m'a pas cru quand je leur ai dit, et m'a demandé de prendre sur moi."

"Mon établissement refuse que je porte le voile ou un calot dans l'établissement alors qu'ils acceptent les colliers avec les croix visibles."

En 2025, **2,05 %** des discriminations subies par les ESI concernent le handicap. Les ESI en situation de handicap sont également souvent **stigmatisé·e·s** et **discriminé·e·s** lors de leur formation avec un manque incontestable d'accompagnement et d'écoute. Encore aujourd'hui, de nombreux·euses étudiant·e·s en situation de handicap ne bénéficient pas du temps aménagé qui devrait leur être attribué. En effet, de nombreux établissements de formation n'accordent pas suffisamment d'attention aux possibilités d'aménagements, tels que les tiers-temps, les aménagements des supports, scripteur·euse·s.

Il est crucial et urgent de faciliter ainsi que de normaliser l'accès aux aménagements pour les personnes en situation de handicap. Il n'est plus entendable en 2025, 20 ans après la promulgation de la loi Handicap⁸, de continuer à négliger les droits des étudiant·e·s en situation de handicap. Des aménagements sont nécessaires pour garantir une équité entre les étudiant·e·s en sciences infirmières. C'est normalement le rôle qui incombe aux référent·e·s handicap notamment. Ces personnes sont nommées parmi l'équipe pédagogique et/ou administrative pour accompagner le parcours des étudiant·e·s en

⁷Section 1 : Des discriminations (Articles 225-1 à 225-4) - Légifrance

⁸ LOI n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées (1) - Légifrance

Enquête Bien-Être 2025

situation de handicap. A ce jour, l'entièreté de ces référent·e·s ne sont pas formé·e·s sur leur rôle.

"Je suis dyslexique, on m'a retiré 7 points sur mon partiel car j'ai fait beaucoup de fautes d'orthographe. Quand j'en ai parlé avec ma directrice, elle m'a dit que les infirmières ne devaient pas faire de faute dans les transmissions et qu'il fallait que j'envisage une autre filière."

La FNESI demande l'adaptation ou la mise à disposition d'outils et de supports de formations qui permettent l'apprentissage équitable de chaque étudiant·e.

La FNESI demande le développement de l'information des dispositifs existants aux ESI.

La FNESI demande une formation de l'ensemble des membres de l'équipe pédagogique référent·e·s handicap au sein des établissements de formation.

2. Le traumatisme des Violences Sexistes et Sexuelles vécues par les étudiant·e·s

Les données de 2022 ont révélé l'ampleur des Violences Sexistes et Sexuelles (VSS) subies par les étudiant·e·s au cours de leur formation. Deux ans plus tard, en avril 2024, le mouvement #MeTooHôpital a enfin brisé **l'omerta entourant les violences** dans le milieu de la santé. Ces violences, bien que désormais davantage dénoncées, continuent de traumatiser les étudiant·e·s en sciences infirmières tout au long de leur formation.

De nombreux témoignages montrent la souffrance des étudiant·e·s dans les services de santé. Des mesures concrètes sont maintenant nécessaires et attendues pour faire face à cette situation.

En 2025, ce sont 15,81 % des ESI qui estiment avoir été victimes de violences sexistes et sexuelles pendant leur formation.

Cependant, cela est trop **souvent minimisé** lorsque les étudiant·e·s en parlent autour d'eux·elles. Une **omerta** est fortement présente dans le système de santé, préférant garder le silence plutôt que dénoncer un·e collègue agresseur·euse. En outre, les étudiant·e·s peinent à identifier le dispositif de signalement adapté, ne se sentant appartenir ni à l'établissement de santé, ni à l'université, qui disposent pourtant de procédures de signalement.

En 2025, les agressions ont été commises :

- **dans 52,98 % des cas par un professionnel·le de santé, lors d'un stage,**
- dans 19,33 % des cas par un·e étudiant·e,
- dans 8,91 % des cas par le·la tuteur·rice de stage.

Ainsi, les agressions sont commises en stage dans 61,89 % des cas.



Enquête Bien-Être 2025

Pourtant, le stage devrait être un lieu sécurisant, favorable à l'apprentissage pour permettre d'acquérir des connaissances pour construire son raisonnement clinique infirmier. Il ne doit pas être un lieu de terreur ou de violence pour les ESI, qui n'osent pas dénoncer les soignant·e·s, ceux·celles-ci ayant le pouvoir de compromettre la validation de leur stage.

"Mon tuteur s'est permis de mettre ses mains sur mes hanches quand je préparais un antibiotique. J'ai rien osé dire par peur d'avoir un mauvais bilan de stage."

"Aucun soignant n'a bougé ou dis quoi que ce soit, limite ils en rigolaient alors que j'avais les larmes aux yeux. J'avais à peine 18 ans, c'était horrible."

"Je ne pouvais rien dire, c'était le chirurgien le plus apprécié du service."

"C'est dur de dire quelque chose quand tu sais qu'il peut y avoir des conséquences sur le stage. J'ai dû me laisser faire."

3. Un sentiment de solitude face aux souffrances

Parmi les étudiant·e·s ayant été victimes de VSS, **68,15 %** estiment ne pas être assez entendu·e·s et accompagné·e·s vis-à-vis de leur situation et sur les démarches qu'il·elle·s peuvent entamer.

Il est inacceptable que les étudiant·e·s soient contraint·e·s de traverser trois années de souffrance pour devenir infirmier·ère, et que ces atrocités soient banalisées.

Un des accompagnement mis en place depuis fin 2023 par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche est une plateforme d'écoute, d'accompagnement et de signalement à destination des étudiant·e·s : la Coordination Nationale d'Accompagnement des Étudiant·e·s (CNAé). Elle permet l'accompagnement des étudiant·e·s en fonction de leurs besoins par des professionnel·le·s de manière gratuite.

Pourtant, en 2025, **92,66 % des ESI ne connaissent pas la CNAé.**

Le manque de communication sur ce dispositif est évident, rendant nécessaire la mise en œuvre d'actions urgentes pour y remédier !

La FNEI demande le renforcement et la communication sur les cellules de lutte contre les VSS au sein des Universités et l'accessibilité à ces services.

La FNEI demande le développement de l'information des dispositifs existants aux ESI.

La FNEI demande une sensibilisation sur les discriminations, le harcèlement et les VSS dès le début de la formation des ESI ainsi que pour les cadres formateur·rice·s, les tuteur·rice·s et encadrant·e·s de proximité.

Conclusion



#NousSoigneronsDemain

Enquête Bien-Être 2025

Ces données et ces témoignages sont un cri d'alerte. Les étudiant·e·s infirmier·ère·s sont en détresse et attendent la mise en place d'actions concrètes. Il est nécessaire d'envisager les conséquences de la dégradation de la santé physique, psychologique et sociale des futur·e·s soignant·e·s, dont notre système de santé a tant besoin.

Tel qu'il est aujourd'hui, **le système de formation sacrifie des étudiant·e·s**. Il ne répond pas aux besoins du système de santé qui est pourtant confronté à une détresse majeure vis-à-vis du déclin démographique des professionnel·le·s de santé. Les pouvoirs publics ne doivent plus poursuivre leur politique visant à saturer le système de formation, car **ce dernier ne le supportera pas**. Les conditions de stage sont tellement dégradées que les étudiants préfèrent arrêter une formation qui les passionne, plutôt que de continuer à s'investir dans un système de santé maltraitant. Les établissements de formation n'ont plus les capacités physiques et matérielles d'accueillir des promotions toujours plus nombreuses. Les terrains de stages manquent, la formation des ESI est ralentie par cette pénurie. Il est temps de prendre conscience collectivement de la gravité de ce que cette augmentation des quotas va provoquer.

Une augmentation des quotas dans un système de formation qui ne peut pas l'accueillir : comment achever le système de santé.

La détresse exprimée par les étudiant·e·s en sciences infirmières au travers de cette enquête doit alimenter les prochaines décisions sur la formation. Mais ces réflexions doivent être menées en collaboration avec les étudiant·e·s, en tant que principaux·ales concerné·e·s.

Aujourd'hui, la santé globale des étudiant·e·s est dégradée. Sur l'aspect psychologique, les conditions de stage jouent un rôle prépondérant. Il est urgent d'agir face à la maltraitance décrite par les étudiant·e·s infirmier·ère·s. La plateforme nationale d'évaluation systématique des lieux de stage est une solution attendue par les ESI. Son déploiement avait été promis, mais les étudiant·e·s attendent encore son application. Il·elle·s ne supportent plus la pression ressentie chaque jour, et angoissent à l'idée d'aller en stage.

La plateforme nationale d'évaluation des lieux de stages est un besoin pour les étudiant·e·s en sciences infirmières : elle doit urgemment être mise en place.

La réforme de la formation socle doit être une opportunité pour considérer le bien-être étudiant dans les formations en sciences infirmières.

**La santé mentale : grande cause nationale 2025,
est-ce que les ESI seront écouté·e·s ?**

Les étudiant·e·s n'acceptent plus d'être négligé·e·s, méprisé·e·s et abandonné·e·s.

Agissons maintenant, pour les soignant·e·s de demain !

#NousSoigneronsDemain
mais seulement dans de bonnes conditions.



#NousSoigneronsDemain
Enquête Bien-Être 2025

Contacts

Ilona Denis - *Présidente*
presidence@fnesi.org

Elodie Lenfant - *Attachée Presse*
presse@fnesi.org

